



Berlin, hiver 2003-2004.

Chères lectrices, chers lecteurs,

ב"ה

D'Istanbul à Moscou, de Madrid à Ashdod en passant par Jérusalem, des civils continuent de tomber et d'être estropiés sous le souffle des explosifs des terroristes arabes promoteurs du fascisme islamique. Il y a un an, des millions d'Européens défilaient contre l'intervention américaine en Irak. De nombreux manifestants, affublés du keffieh arabe, alors symbole de la résistance, scandaient des slogans anti-américains, anti-israéliens et surtout antisémites.

Aujourd'hui, le keffieh, devenu symbole du terrorisme, a disparu de la rue. Les slogans antisémites sont provisoirement remplacés par les larmes de la douleur, de l'impuissance et de la colère. L'indignation sélective est en marche: l'assassinat de civils en Europe est considéré comme «terrorisme» alors que le meurtre de Juifs par des Arabes en Israël fait partie du «cycle routinier de la violence» et ne mérite donc aucun recueillement international. Les attentats de Madrid et de Jérusalem démontrent que les organisations terroristes arabes et les mouvements islamiques n'ont rien à offrir. Ils mènent une lutte à mort, utilisant les assassinats par suicides comme arme légitime, leur dessein n'étant pas de négocier avec l'Occident mais de remplacer les démocraties par des régimes totalitaires où règne la loi de la Charia.

L'islamo-fascisme est basé sur une idéologie religieuse et un désir de puissance alors que la guerre menée par l'OLP et les pays arabes contre Israël est un acte d'antisémitisme caractérisé exprimé par le refus d'accorder aux Juifs une entité politique indépendante: le but déclaré étant de remplacer l'État juif par un État arabe.

Aujourd'hui, nous sommes à l'ère des «initiatives de paix» - ridicules ou criminelles. Dans ce contexte, il n'est pas «islamiquement correct» de poser la seule question fondamentale: «qu'offrent les Arabes en contrepartie des concessions exigées d'Israël?». Avant de répondre, un bref résumé des revendications arabes s'impose: abandon du Mont du Temple et de la souveraineté juive sur la moitié de Jérusalem; retrait quasi total des terres juives de Judée-Samarie-Gaza stratégiquement vitales pour le pays et cession de leurs ressources d'eau; sous prétexte du *droit du retour* (issu de nulle part et basé sur rien), installation en Israël des quatre millions d'Arabes qui croupissent en tant qu'arme politique depuis trois générations dans des camps en Syrie, au Liban et en Jordanie; et finalement, établissement d'un état-OLP au cœur même d'Israël! En contrepartie de tout cela, les Arabes n'offrent rien. L'OLP propose-t-elle de mettre un terme au terrorisme? L'expérience sanguinaire d'Oslo a prouvé que non! Offre-t-elle d'abandonner le droit d'assassiner des civils juifs en Israël? Non! Les Arabes ne se sont pas arrogés cette «légitimité» criminelle en 1948 ou en 1967, mais au temps du Mufti de Jérusalem Hadj Amin Al Hussein, instigateur des massacres des années 30 des habitants juifs de Hébron, Jérusalem et Safed. Hussein était l'un des conseillers d'Hitler. Après avoir reçu Eichmann en Palestine et visité des camps de la mort, il a suggéré en 1943 à Hitler «d'étendre la solution finale aux réfugiés juifs installés en Palestine et de les expédier en Pologne dans le but de protéger la population locale contre leur menace».

Israël est confronté à une organisation terroriste qui porte le titre honorable d'«Autorité palestinienne» dont l'action, directement inspirée par Hussein, a été reprise par Arafat. Ce der-

nier estime toujours que la combinaison **terrorisme-négociations-terrorisme** brisera en définitive la détermination israélienne et lui permettra d'établir, sous son règne, la «grande Palestine», territoire s'étendant de la Méditerranée aux frontières de l'Irak.

Parallèlement, Israël fait face à une autre menace, la Syrie, qui entretient activement deux fronts terroristes. L'un, contre Israël, par le biais du Djihad islamique dont le quartier général est à Damas et qui, avec l'aide de l'Iran, apporte un soutien financier, logistique, militaire, politique et moral à ses membres qui ont établi une infrastructure en Cisjordanie. L'autre, en Irak, pays vers lequel la Syrie facilite le trafic d'armes et de terroristes, collaborant ainsi impunément à la guerre contre la coalition.

Face à la Syrie et à l'OLP, Israël n'a pas toute liberté d'agir. S'agissant d'une société basée sur la démocratie et le pluralisme, toute action militaire doit être légitimée. Les Arabes cachant leurs «combattants» parmi les femmes et les enfants, Israël ne peut pas utiliser le maximum de ses forces d'interventions, les dommages collatéraux étant moralement inacceptables pour Tzahal et la nation.

Et sur le plan politique? Ariel Sharon propose un retrait unilatéral de Gaza, ce qui équivaldrait à couper toutes les relations de ses habitants avec Israël et à les confiner dans un ghetto étanche doté d'une seule ouverture vers l'Égypte. Or M. Moubarak n'a pas la moindre intention de fournir du travail à ses frères de Gaza dont les produits agricoles, qui transitent aujourd'hui par Israël, pourrissent dans les serres au lieu d'être vendus dans les supermarchés de Genève et de Zürich. On peut imaginer qu'une fois que les Arabes auront hissé les drapeaux de l'OLP et du Hamas sur les maisons des **Juifs chassés**, ils introduiront, avec l'aide de l'Égypte (qui coopère militairement avec l'Arabie saoudite et l'Iran), des tanks et des missiles sol-sol pour menacer Ashkelon et Ashdod. Puis, affamés, ils viendront mendier du travail en Israël. Cédant aux pressions internationales, l'État juif acceptera de leur en fournir... à titre humanitaire.

Ce scénario catastrophe, Ariel Sharon le connaît bien. Israël est dirigé par un homme qui m'a souvent dit: «Avant tout, je suis un Juif et rien ne me tient plus à cœur que les droits des Juifs». Même si M. Sharon donne l'impression d'avoir changé fondamentalement sa conception de la résolution du conflit arabo-israélien, ce qui n'est pas démontré, il n'a cédé sur aucun point: il mène une guerre sans merci contre le terrorisme et, grâce à sa détermination, la création d'un état palestinien en Israël est plus utopique que jamais. Ariel Sharon n'est certainement pas devenu suicidaire, il veut faire la preuve par l'absurde qu'Israël n'a pas d'autre choix que d'agir comme il le fait aujourd'hui: refuser de «négocier la nuit et d'enterrer ses morts le jour» et gagner la guerre imposée depuis trop longtemps à l'État juif afin de dicter les termes d'une éventuelle coexistence.

Il n'est pas exclu que le Premier ministre ait tiré un trait partiel sur Gaza pour renforcer la présence juive en Judée-Samarie. A une époque où l'on tue des Juifs dans les bus et dans les restaurants en Israël, où l'on s'attaque aux synagogues et aux écoles juives dans le monde entier, il est difficilement concevable qu'un plan dont l'application serait un signe de faiblesse à l'égard des Arabes puisse être mis en place en Israël. Toutefois, si tel devait être le désir de ses dirigeants actuels... le peuple les destituera.

Depuis la reprise systématique des agressions arabes, la population israélienne fait preuve de courage, de stoïcisme, de dignité et de détermination. L'armée accomplit un travail de prévention et de défense exemplaire et, malgré toutes les difficultés, le pays se développe. Par son existence même et son dynamisme, Israël est une source d'optimisme et d'espoir. Il nous permet de combattre l'antisémitisme croissant avec force et confiance, comme l'Éternel nous a sauvés d'Égypte «avec une main forte et un bras tendu».

Toute l'équipe de *SHALOM* vous souhaite de bonnes fêtes de Pessah.

פסח כשר ושמה

Roland S. Süßmann
Rédacteur en Chef